

CE MONDE QUI BOUGE

Brésil, «le serpent est toujours en vie»

L'expression est de l'ex-Président Lula empêché par la justice d'être chef de cabinet de la Présidente brésilienne Dilma Rousseff qui a fait l'objet d'une procédure de destitution dont le moins qu'on puisse dire rappelle l'histoire des corrompus qui crient «halte à la corruption». Car les 367 députés (137 contre) qui ont voté sa mise à l'écart, la main sur le cœur, invoquant la morale, Dieu et la patrie, au nom de la lutte anti-corruption, sont loin d'être des parangons de vertu. Au moins 300 d'entre eux sont impliqués dans des affaires de corruption. Quant à la commission spéciale qui a recommandé sa destitution, 36 des 65 députés qui la composent sont inculpés ou déjà condamnés pour corruption.



Par Hassane Zerrouky

Pire, Eduardo Cunha, le président de la Chambre des députés, adversaire déclaré de la Présidente brésilienne, est lui-même accusé de blanchiment et de corruption : Panama Papers a dévoilé qu'il disposait de nombreux comptes en Suisse et de sociétés off-shores. Quant à celui qui doit assurer la présidence brésilienne si Dilma Rousseff est définitivement écartée du pouvoir, le vice-président Michel Temer, il est également inculpé pour malversations dans le cadre du dossier Petrobras, la compagnie nationale pétrolière. Enfin, l'ancien maire de São Paulo, Salim Paulo Maluf, autre ennemi de Dilma Rousseff, est l'objet d'un mandat d'arrêt aux Etats-Unis et en France.

Il ne faut, par conséquent, pas se fier aux images diffusées et aux commentaires de nombreux médias occidentaux qui ne prennent même pas la peine de rapporter les faits, donc la vérité, et ce, même si le Parti des travailleurs au pouvoir au Brésil depuis 13 ans n'est pas exempt de reproches. Les médias brésiliens, notamment le groupe Globo, à la pointe de cette campagne contre la Présidente du Brésil, sont majoritairement détenus par ceux qui veulent sa tête, à savoir cette bourgeoisie compadore et d'affaires, qui n'a jamais accepté la politique de réformes sociales conduite par l'ex-Président Lula puis par son successeur Dilma Rousseff et qui a permis à près de 40 millions de Brésiliens de sortir de la pauvreté et l'accès des Noirs et des Indiens à l'éducation et à la santé.

Et au fait, quel est le crime commis par la Présidente brésilienne ? Ses adversaires en conviennent, la chef d'Etat du Brésil n'est pas accusée de corruption ou d'enrichissement personnel dans un pays où malversations, pots-de-vin et autres pratiques mafieuses sont un sport national. Ils l'accusent de «crime de responsabilité». De quoi s'agit-il ? Pour aller vite : de deux choses. La première concerne le scandale Petrobras, compagnie publique pétrolière à une époque où Dilma Rousseff était ministre de l'Energie. Petrobras s'était partagé avec d'autres entreprises des marchés juteux au Brésil, au Venezuela et à Cuba en contrepartie de versements de dessous de table à des hommes et des formations politiques dont le Parti des travailleurs, pour financer ses campagnes électorales. «Dilma ne pouvait pas ne pas savoir», accusent ses détracteurs. La seconde, d'avoir maquillé les comptes publics en 2014, à savoir d'avoir recouru à des emprunts souscrits auprès d'institutions bancaires pour financer les dépenses sociales et de ne les avoir ni déclarés ni enregistrés alors que le Brésil faisait face à une grave crise économique et qu'il fallait faire dans la rigueur budgétaire néolibérale.

Au regard de ces faits, d'aucuns assurent, non sans raison, que cette procédure de mise à l'écart de la Présidente du Brésil, si le Sénat y donnait suite, ne serait rien d'autre qu'un coup d'Etat qui ne dit pas son nom.

En attendant, la fin de ce feuilleton politico-judiciaire a été fêtée par une foule enthousiaste de «petits Blancs» dont certains n'ont pas hésité à poser avec des portraits du colonel Carlos Alberto Ustra, ex-tortionnaire de Dilma Rousseff, durant son emprisonnement sous la dictature militaire du maréchal Castello Branco (1964-1985). C'est dire.

Sans attendre, les marchés financiers et les milieux patronaux ont salué la probable chute de Dilma Rousseff. Lundi, les places boursières brésiliennes ont ouvert en hausse. Les seconds, qui veulent remettre en cause les acquis sociaux, projettent de privatiser le secteur pétrolier. Autre enjeu de cette destitution, le Brésil de Dilma et Lula n'est pas en odeur de sainteté à Washington et chez ses alliés.

Seule note optimiste : depuis quelques jours, le «petit» peuple des «favelas» et des quartiers populaires des villes brésiliennes, grand bénéficiaire des politiques d'amélioration sociale sous les présidences de Lula et de Dilma Rousseff, commence à bouger. Cela suffira-t-il à tuer «le serpent» ?

H. Z.

DANSE AVEC LES LOUPS EN BELGIQUE
ET TAMBOURS DE LA GUERRE EN FRANCE

Sale temps pour les musulmans d'Europe

En Belgique et en France, insulter, blesser ou s'attaquer à la dignité, voire à l'intégrité physique des musulmans, ou ceux supposés l'être, est banal, régulier. Si peu dénoncé et presque pas puni par la loi. Regard sur deux pays qui renouent avec leurs pages — nombreuses — les plus sombres.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Il se passe et se dit des choses en Belgique et en France qu'on a peine à croire. Au sein même des gouvernements, socialiste en France et droite dure en Belgique, il n'y a presque plus de limites langagières.

Ici, on emprunte au Front national (Manuel Valls) et là à l'intérêt flamand (exécutif Charles Michel) les formules, les allégories et même les analyses. Tant à Bruxelles qu'à Paris. Les temps sont à la sur-enchère, à l'exclusion de l'autre, évidemment le musulman, il est le Marocain dans le royaume de Philippe et la belle Mathilde, et le Maghrébin, comprendre l'Algérien, dans la République de Hollande. En Hexagone, la thématique en boucle, toutes affaires cessantes, et «la place de l'islam en France», comme si les descentes punitives sur *Charlie Hebdo*, le Bataclan, la Belle Equipe ou le Petit Cambodge, étaient dues à une déviance par rapport à la Mosquée de Paris, de Marseille ou à des lectures erronées des écrits des Bencheikh, Dalil Boubakeur ou Noureddine Boukrouh. Et comme si les kamikazes criminels ne sortaient pas de disothèques pour certains, de bars gays pour d'autres, alors que beaucoup d'entre eux étaient des indics de police.

Au lieu de débats sérieux, rationnels, non émotionnels et posant de vraies questions pour obtenir de bonnes réponses, comme, par exemple, évoquer le bilan des structures de l'islam de France initiées par N. Sarkozy comme ministre de l'Intérieur, puis comme président de la République, les Français ont droit à des controverses toutes orientées, toutes tendant vers le même objectif.

Ne sont-ce pas la droite dure et des courants au sein du socialisme français qui ont préféré promouvoir l'islam intégriste, fondamentaliste au détriment de celui des lumières, de Cordoue, de Damas, de Béjaïa ou de Tunis ? Qui a soigneusement choisi les listes de l'exécutif des musulmans de France si ce n'est le renseignement et la police français, exécutif dont la plupart sont membres influents de la mouvance des Frères musulmans ou de l'internationale wahhabite ? Qui sont-ils, tout d'abord, les musulmans qu'on convoque à tout moment chez Lea Salamé, Natacha Polony, Eric Zemmour ou Finkelkraut ? Les Algériens modernes, laïques, civilisés qui sont ni plus, ni moins, citoyens comme les autres, certains vont à la mosquée les jours de l'Aïd, n'y vont pas du tout, et d'autres, la plupart, sont à l'islam ce qu'une majorité de Français est à l'Eglise romaine. Une filiation plus d'ordre culturel, émotionnel, familial, un attachement au bled des parents, voire des grands-parents qu'autre chose.

Mais où sont donc passées les voix discordantes, raisonnables, les lumières de France qui apportent des éclairages, qui indiquent les bonnes pistes ? Il est vrai aussi, il faut le souligner, que la presse française, les médias importants en premier chef, libre seulement pour dire qu'elle est libre, a, depuis longtemps, abdiqué.

Actuellement, les journalistes, chroniqueurs, éditorialistes français sont divisés en deux fronts, le premier soutient les gouvernants, le second le monde des banques

et des affaires. Comme au final, les deux fronts ne font qu'un, l'on a une idée de l'indépendance des médias dans Paris et ses environs.

«La place de l'islam en France» est un thème qui a encore de beaux jours et de belles nuits.

En Belgique, petit Etat fédéral, traversé par des divisions politiques historiques et linguistiques profondes, ça ne vole pas plus haut. Le ton de la presse, il est vrai, est plus irrévérencieux que celui de sa grande sœur française, mais c'est tout, cela ne va pas plus loin.

Le pays francophone, Wallonie et Bruxelles, souffre beaucoup de sa proximité avec la France, en ce que cette dernière est devenue raciste, fermée sur elle-même, défigurée, n'acceptant même plus d'être analysée par d'autres et refusant de se regrader en face, flirtant, dangereusement, avec les pages — nombreuses — sombres de son histoire. Si en Belgique, les agressions médiatiques contre les musulmans sont contenues, par contre, celles émanant des politiques sont fréquentes, régulières et assumées. Jambon, ministre fédéral de l'Intérieur, NVA (nationaliste néerlandophone) a placé la barre très haut en déclarant que «beaucoup de musulmans ont dansé à l'annonce des attentats» (de l'aéroport de Bruxelles et de la station métro Maelbeek, ndr). Ce qui est, évidemment, faux.

Convoqué pour s'exprimer devant la Chambre, nul doute qu'il s'en sortira avec quelques pirouettes de langage.

C'est ainsi, présentement, en France et en Belgique et dans toute l'Europe, insulter, blesser, s'attaquer à la dignité des musulmans, fussent-ils citoyens à par entière, est banal, relevant du domaine du normal.

Les parquets ne s'autosaisissent pas, les auteurs des propos ou des actes racistes ne s'inquiètent pas et on passe, vite, à autre chose.

A. M.

IL EST ARRIVÉ HIER À RIYADH

Obama en Arabie Saoudite sur fond de dissensions

Barack Obama a entamé hier ce qui devrait être sa dernière visite en Arabie Saoudite, un allié historique des Etats-Unis qui n'a pas digéré l'ouverture de Washington vers Téhéran.

L'arrivée du Président américain à Riyad, capitale du riche royaume pétrolier, n'a pas été retransmise en direct à la télévision nationale, contrairement à ce qui fut le cas lors de son dernier séjour en janvier 2015.

«Le peuple saoudien et moi-même sommes très heureux de votre visite dans le royaume», a déclaré le roi Salmane, 80 ans, en l'accueillant dans son palais.

M. Obama a de son côté remercié le monarque pour l'organisation, jeudi, d'un sommet avec les six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui fait suite à celui tenu il y a un an, à Camp-David, aux Etats-Unis. Salmane avait alors boudé ce sommet. Derrière les mots d'accueil et en dépit d'une coopération en matière de défense qui reste extrêmement robuste, la défiance est réelle à Riyad où tous les yeux sont déjà tournés vers l'élection, en novembre, du successeur de M. Obama.

Les décisions de l'administration Obama — du refus d'intervenir en Syrie contre Bachar Al-Assad aux négociations sur le nucléaire avec l'Iran, grand rival chiite — ont en effet ulcéré les monarchies du Golfe dont le chef de file est l'Arabie Saoudite.

«Même si la visite est présentée comme l'occasion de renforcer l'alliance, elle mon-

trera surtout à quel point Washington et Riyad se sont éloignés ces huit années écoulées», estime Simon Henderson du Washington Institute for Near East Policy.

«Pour Obama, le problème central au Moyen-Orient est la lutte contre le groupe Daesh. Pour la dynastie des Al-Saoud, c'est l'Iran», résume-t-il dans une tribune publiée dans *Foreign Policy*.

A ceux qui prédisent une visite d'adieu se résumant à une simple photo de famille, la Maison Blanche rappelle la solidité d'une alliance qui remonte à Franklin Roosevelt, et met l'accent sur les efforts conjoints contre les terroristes en Irak comme en Syrie.

«La relation a toujours été complexe (...) Mais il existe un socle de coopération sur des intérêts communs, en particulier l'antiterrorisme», assure Ben Rhodes, proche conseiller de M. Obama.

Les monarchies attendent un renforcement de l'aide militaire américaine mais aussi un coup de pouce pour lutter contre les cyber-attaques déstabilisatrices. Elles redoutent en particulier que Téhéran apporte un soutien aux dissidents dans le but de fragiliser leurs régimes.

Elles espèrent aussi que le Président américain, qui quittera le pouvoir en janvier, articulera un discours ferme vis-à-vis de Téhéran.

Dans un article publié mi-mars dans le magazine *The Atlantic*, M. Obama appelait ses «amis» saoudiens à trouver un moyen de partager leur voisinage avec Téhéran. La formulation est très mal passée à Riyad.

Un autre sujet sensible a refait surface à

l'approche de ce voyage présidentiel : le possible rôle de l'Arabie Saoudite, ou de certains de ses responsables, dans les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis (15 des 19 pirates de l'air étaient saoudiens).

Des élus républicains comme démocrates du Sénat ont rédigé un projet de loi qui permettrait de traduire ces derniers devant des tribunaux américains.

A la veille de son départ, M. Obama est monté au créneau pour expliquer combien il était «opposé» à ce texte, jugeant qu'il ouvrirait la voie à ce que des individus d'autres pays «lancent en permanence des actions en justice contre les Etats-Unis».

L'exécutif américain espère que les discussions se concentreront d'abord sur la lutte contre les terroristes de Daesh, qui ont subi ces derniers mois de sérieux revers en Irak comme en Syrie.

En visite également à Riyad après un séjour à Baghdad, le secrétaire américain à la Défense Ashton Carter a appelé avec force les pétromonarchies à s'impliquer davantage en Irak, pas seulement militairement comme l'ont fait l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis, mais aussi politiquement et économiquement.

Le «soutien sunnite» à la reconstruction sera «crucial» pour assurer une victoire définitive contre les terroristes de Daesh, a-t-il souligné à l'issue d'une réunion avec ses homologues du Golfe. Les Etats-Unis souhaitent en particulier que les pays du Golfe rouvrent des ambassades à Baghdad, comme l'ont fait les Saoudiens en décembre 2015.